

## Irak, Afghanistan... quel sens pour la « reconstruction » ?

« La force ne se donne jamais tort : quand son usage échoue, on croit toujours qu'avec un peu plus de force on aurait réussi. Alors on recommence, plus fort, et on perd encore, avec un peu plus de dégâts. La force ne comprend jamais rien, et ceux qui en ont usé contemplent leur échec avec mélancolie, ils rêvent d'y revenir. Là-bas tout était simple, notre vie reposait sur notre force : des types qui ne nous ressemblaient pas cherchaient à nous tuer. Nous aussi. Il nous fallait les vaincre ou leur échapper ; succès ou échec ; notre vie avait la simplicité d'un jeu de dés. La guerre est simple. Tu sais pourquoi la guerre est éternelle ? Parce qu'elle est la forme la plus simple de la réalité. Tout le monde veut la guerre, pour simplifier. Les nœuds où l'on vit, on veut finalement les trancher par l'usage de la force. Avoir un ennemi est le bien le plus précieux, il nous donne un point d'appui. »

Alexis Jenni, *L'art français de la guerre*, Gallimard, Prix Goncourt 2011<sup>1</sup>

2001-2012. Plus d'une décennie. Un temps à la fois très court et colossal au regard de la vie d'un être humain. Le temps de voir son enfant naître et grandir, en somme. C'est pourtant bien une décennie qui s'est écoulée depuis que des idéologues de la violence islamiste ont décidé d'envoyer une bande de kamikazes « *se faire sauter* » le 11 septembre 2001, entraînant dans leur sillage plusieurs milliers de personnes qui, comme une majorité de citoyens dans le monde, n'avaient rien demandé d'autre que de vivre en paix, en sécurité, s'étaient levés comme chaque matin pour aller travailler afin de subvenir aux besoins de leurs familles, élever leurs enfants, construire un avenir pour eux. Tout le monde aujourd'hui connaît un tant soit peu la suite de cette « Histoire sans fin »...

Plus de dix ans après ces attentats et les ripostes en terrains afghan puis irakien puis à nouveau afghan (compréhensibles au départ en terme de défense du territoire mais ensuite, sous le coup de la charge émotionnelle et légitimées/justifiées par celle-ci, mal orientées, mal calculées et au final disproportionnées), le même mot revient : *reconstruction*. Quand j'aborde ce sujet avec des amis, qu'ils soient francophones et eux-mêmes originaires d'Irak (Bagdad) ou d'Afghanistan (Kaboul), ou français, travailleurs humanitaires pour la plupart et parcourant ces mêmes pays depuis des années, leur réaction est souvent la même, quelque part entre rire et dépit : « *La reconstruction ? Mais comment veux tu qu'on parle de reconstruction dans un pays qui est encore en guerre, encore occupé et où l'on manque de tout ? Ça n'a pas de sens !* » Que peut-on répondre à cela ? Pas grand-chose, si ce n'est écouter leurs expériences et (tenter de) se poser les bonnes questions.

Lors d'une table-ronde consacrée à la reconstruction en Afghanistan en mai 2011 à Saint Martin d'Hères (Isère), les quatre intervenants, tous impliqués dans l'action humanitaire<sup>2</sup>, avaient fait le même constat : la reconstruction dans le contexte actuel de l'Afghanistan est un *non-sens* absolu. Il semble en effet, objectivement, que tout est fait actuellement pour que cela ne fonctionne ni en Irak ni en Afghanistan, car on y observe les mêmes « symptômes » : corruption endémique<sup>3</sup> (qui s'ajoute « accessoirement » à des détournements massifs de l'aide financière internationale supposée justement venir en aide aux populations<sup>4</sup>) formant un système que la plupart des très bons connaisseurs de la région n'hésitent pas depuis longtemps à qualifier de mafieux (englobant dans le cas afghan trafic de drogue, des transports routiers à la frontière pakistanaise, etc.). À cela s'ajoutent les tensions entre les différents groupes ethniques, tribaux, tensions également inter- et intra-confessionnelles (sans doute

<sup>1</sup> Extrait cité avec l'autorisation de l'auteur.

<sup>2</sup> Parmi lesquels le Docteur Ahmad Ashraf, originaire d'Afghanistan et neurochirurgien au C.H.U de Grenoble, auteur du formidable récit « *Nos luttes cachent des sanglots* » (Bayard, 2011), le Docteur Pierre Micheletti, ancien Président de Médecins du Monde-France, directeur éditorial de l'ouvrage collectif « *Afghanistan. Gagner les cœurs et les esprits* » (PUF/RFI, 2011) et professeur associé à Science-Po Grenoble (co-responsable du Master OIG/ONG), Wahid Nawabi, responsable de l'association *Ensemble Pour l'Afghanistan*, et Sébastien Rodts, de retour de mission après une année passée à Jalalabad (est de l'Afghanistan) pour l'Amitié Franco-Afghane (AFRANE) à travailler principalement sur l'éducation. Une autre table-ronde se tenait le lendemain à propos de la « reconstruction » via la culture (cinéma, etc.), avec notamment Alexandra Paraboschi (réalisatrice), le Docteur Guy Caussé (médecin, responsable historique des Missions Afghanistan à Médecins du Monde – France), Marie-France Treilhou (Ateliers Varan), Antoine Choplin (« Scènes Obliques »), Michèle Martin (formatrice d'institutrices pour l'association AFRANE).

<sup>3</sup> Dans son baromètre 2011, l'ONG Transparency International classait respectivement l'Iraq et l'Afghanistan aux 175<sup>e</sup> et 180<sup>e</sup> rangs sur 182 pays.

<sup>4</sup> On ne saurait que conseiller à ce propos le documentaire de Paul Moreira, « *Afghanistan : sur la piste des dollars* » diffusé sur Canal Plus.

plus difficiles encore à décrypter pour un regard « occidental » dans le cas afghan, vrai puzzle en la matière<sup>5</sup>). Sans oublier bien sûr les pays voisins et les puissances occidentales qui, en soutenant de façons diverses telle ou telle faction afghane, telle ou telle personnalité politique (le fameux *Grand Jeu* popularisé par Kipling...), ont tendance à exacerber les tensions<sup>6</sup>. Comment alors parler de « reconstruction » quand, mis à part une grande partie de la population civile tant afghane qu'irakienne, nombreux sont les protagonistes -à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières- dont l'intérêt est que cette notion demeure un mirage, notamment parce qu'un pays en situation non stabilisée, non souhaitée *a priori*, « permet » paradoxalement aux acteurs en présence d'en tirer parti (et profit...)?

Du côté irakien<sup>7</sup>, les troupes américaines étaient, jusqu'au moment de leur départ annoncé « en grandes pompes »<sup>8</sup>, dépassées par une situation qui leur échappait alors presque totalement, et pour cause : ce ne sont pas la police ou l'armée qui se chargent désormais de la sécurité dans les villes d'Iraq, mais bien les milices, « opérant » officieusement et en civil pour tel ou tel parti (représentant schématiquement les chiites pour l'Armée du Mahdi du leader radical Moqtada al-Sadr, les sunnites et le mouvement Ansar al-Sunna, les Kurdes, etc.)<sup>9</sup> et qui contrôlent tel ou tel quartier, sachant que chaque quartier, regroupé selon la donne confessionnelle, est coupé des autres par des murs ou des points de contrôle et autres barrages routiers<sup>10</sup> : si par exemple vous êtes chiite et que vous souhaitez vous rendre en quartier sunnite à seulement quelques centaines de mètres mais que vous n'y connaissez personne, mieux vaut ne pas tenter l'aventure, les milices disposant de leurs propres services de renseignement -les fameux « *mukhabarat* »-. Comme me l'a expliqué Mohammad, un ami originaire de Bagdad : « *Ma femme est d'Aadhamiya, quartier sunnite de Bagdad [nord-ouest] ; moi, je suis d'un quartier « populaire » chiite [en l'occurrence Sadr City, au nord-est, sous autorité des milices du leader chiite Moqtada al-Sadr]. Quand, en 2008, j'ai voulu aller dans le quartier de ma femme, j'ai été menacé par des hommes en armes à l'approche d'un check-point. Ayant un véhicule tout-terrain, j'ai pu démarrer en vitesse, rouler sur le trottoir pour leur échapper et m'enfuir. Mais je n'ai jamais essayé de refaire cela.* » Aujourd'hui, l'armée irakienne est en première ligne et fait son possible pour assurer un minimum de sécurité mais, précise Mohammad, « *un homme de confession chiite ne se promène jamais seul, surtout à pied, dans un quartier sunnite.* » Par ailleurs, le contexte actuel d'un pays où l'on ne dispose que de deux ou trois heures *maximum* d'électricité par jour depuis plusieurs années (tandis que l'eau se fait toujours plus rare), où il faut entre autres s'armer de patience pour pourvoir se procurer des générateurs électriques, ne laisse évidemment rien présager de bon pour l'avenir, situation qui fait aussi le jeu des puissances voisines (l'Iran bien sûr en soutien des partis politiques et milices chiites, mais aussi l'Arabie saoudite et d'autres pétromonarchies du Golfe).

---

<sup>5</sup> Cf. « *La frontière afghano-pakistanaise, source de guerre, clef de la paix* » de Georges Lefevre, diplomate et anthropologue, spécialiste régional Afghanistan-Pakistan, dans *Le Monde Diplomatique* ; cf. également la carte géographique de l'Afghanistan ici : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/afghanistan/>

<sup>6</sup> Aborder ici la question du voisin pakistanais au regard du conflit afghan trouve toute sa pertinence. Pour développer cet aspect, voir le dossier « *Pakistan, l'œil du cyclone* » que lui a consacré la revue *Les Cahiers de l'Orient* (n°98, printemps 2010), avec notamment des rappels sur l'histoire tumultueuse du pays, un article de la journaliste Pauline Garaude sur les fameuses « *madrasas* » (écoles coraniques), ou encore un impressionnant « *panorama* » des différents groupes armés pakistanais. Pour des développements supplémentaires, on ne saurait que conseiller entre autres les excellents travaux de Barnett R. Rubin, du journaliste pakistanais Ahmed Rashid (<http://www.ahmedrashid.com/>), notamment son ouvrage *L'ombre des Taliban* (paru en 2000 aux éditions Autrement) ou encore le livre d'Alain Chouet, ancien cadre de la DGSE et auteur du passionnant *Au cœur des services spéciaux. La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers* (2011, éditions La Découverte). A lire également, sur la question d'Al Qaida en particulier, l'excellente analyse du chercheur Olivier Roy dans *Le Monde Diplomatique* (consultable ici : <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/09/ROY/11440>).

<sup>7</sup> Cf. l'analyse très instructive du chercheur Pierre-Jean Luizard sur le site de l'Express dans un entretien réalisé en janvier 2012, peu après les attentats ayant visé la population irakienne de confession chiite : [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/irak-les-americains-ont-legue-un-systeme-politique-voeu-a-l-echec\\_1068520.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/irak-les-americains-ont-legue-un-systeme-politique-voeu-a-l-echec_1068520.html)

<sup>8</sup> Les forces armées étrangères présentes en Iraq (venant des États-Unis mais aussi d'autres pays comme la Belgique, la Chine, [autres exemples significatifs ? Royaume-Uni ?]etc.) ne sont pas toutes parties, celles maintenues étant pour la plupart les fameuses sociétés militaires privées.

<sup>9</sup> Cf. l'excellente revue *Moyen-Orient*, en particulier l'article consacré aux élections en Iraq dans le troisième numéro.

<sup>10</sup> Observés d'une part sur des clichés pris à Bagdad par un ami il y a plusieurs mois, et d'autre part dans le très bon documentaire « *Irak, la paix ou le chaos* » de Dominique Hennequin, diffusé sur Public Sénat.

Côté afghan, un article du journal canadien *le Devoir* titrait en octobre 2010 « *Afghanistan – L'aide américaine à la reconstruction se perd dans un labyrinthe* »<sup>11</sup>, article publié... mais passé parfaitement inaperçu. Citant des extraits d'un rapport de l'Inspecteur général pour la reconstruction en Afghanistan (SIGAR), on peut y lire que « [t]ant le Pentagone que le département d'État et l'USAID, l'Agence américaine pour le développement international, « sont incapables de dire clairement combien d'argent ils ont dépensé en contrats dédiés aux activités de reconstruction en Afghanistan »<sup>12</sup>, pointe le rapport, premier audit sur le sujet », puis « [...] le rapport d'épingler le Pentagone, au sein duquel « co-existent quatre organismes chargés de gérer les contrats de reconstruction financés par le département de la Défense qui ne se coordonnent pas entre eux ». Pire, indique le texte, « le partage d'informations entre les agences gouvernementales est réduit à sa plus simple expression. » » Et quand il est question des sommes en jeu, l'article mentionne que « Washington a déboursé « près de 18 milliards de dollars » entre 2007 et 2009, distribués entre 7 000 « organisations à but non lucratif et sociétés privées », installées en Afghanistan et travaillant à la reconstruction du pays, à laquelle les États-Unis ont consacré 55 milliards depuis 2001 ».

Au moment où ces lignes sont écrites (fin 2011-début 2012), des conférences ont lieu pour envisager l'avenir de l'Afghanistan<sup>13</sup>. On entend souvent dire que la « communauté internationale » a son rôle à jouer dans ce domaine. Possible, mais les attentes en l'occurrence sont colossales et inversement proportionnelles à la lassitude voire la méfiance engendrées au niveau local par des projets de reconstruction qui, soit ont échoué, soit n'ont jamais vu le jour<sup>14</sup>. Car le mot « reconstruction » n'implique pas seulement la reconstruction des infrastructures. Il s'agit aussi, surtout, de rebâtir des pans entiers d'une société qui, disons-le clairement, est traumatisée et ce à tous points de vue : médical, psychologique, économique, social, politique, judiciaire, etc.<sup>15</sup> Un calcul très simple fait qu'un enfant né en 2001 en Afghanistan ou en 2003 en Irak n'a connu en tout et pour tout que la guerre. Il ne s'agit pas ici de faire dans la mièvrerie ou l'antimilitarisme primaire mais simplement de faire face à des *réalités*. Tout le monde sait (et encore plus depuis les mouvements de protestation que traversent les sociétés du Maghreb et du Machrek, bien que les contextes soient très différents) qu'on ne reconstruit pas une société du jour au lendemain, d'un coup de baguette magique. Mohammad, originaire d'Irak, me dit souvent qu'« il faudra plusieurs générations à l'Irak pour se remettre » avant d'ajouter que, d'après lui, « la maladie la plus grave pour le pays est la corruption. Un peu comme un trou au fond de la poche, de l'argent est investi, mais on ne sait pas où il va... » Difficile, en outre, de parler sérieusement de reconstruction à propos de l'Afghanistan quand des soldats se font encore tuer ou blesser, tout comme de très nombreux civils<sup>16</sup>. Chaque mort faisant s'interroger une fois de plus sur le sens de cette guerre qui, dès le départ, ne voulait pas dire son nom. Le constat, pour l'heure, n'est donc pas de chercher à le situer entre optimisme et pessimisme mais bien plus dans le « réalisme » pour reprendre le vocable utilisé en relations internationales. En ce qui concerne l'Afghanistan, de nombreux observateurs le disent : l'avenir, quel qu'il soit, doit dépendre du choix des Afghans (y compris en ce qui concerne la place à accorder ou non aux Taliban dans le processus politique). Pour ce qui est de l'Irak, la population dans son ensemble est fatiguée de la situation et de plus en plus méfiante à l'égard des partis politiques, accusés de népotisme, de détourner l'argent issu à la fois de l'aide internationale et des bénéfices de l'exploitation des hydrocarbures<sup>17</sup>, d'entretenir le chaos selon leurs propres intérêts *via* partis politiques et milices interposés, le tout exacerbé par une forte instrumentalisation du fondamentalisme<sup>18</sup>. Rien que cela.

---

<sup>11</sup><http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/309791/afghanistan-l-aide-americaine-a-la-reconstruction-se-perd-dans-un-labyrinthe>

<sup>12</sup> Souligné par l'auteur de l'article.

<sup>13</sup> Notamment à Bonn (Allemagne) dix ans après la conférence s'étant tenue au même endroit et au cours de laquelle les Nations Unies avaient enjoint le président Hamid Karzaï de « reprendre les rênes » du pays dans l'attente -et l'espoir- d'une stabilisation de la situation et de rétablir un État de droit.

<sup>14</sup> Car trop souvent conçus sans observation sur le terrain ou sans consultation en amont auprès des populations « bénéficiaires ». Le documentaire de Paul Moreira déjà cité montre très bien cette situation.

<sup>15</sup> Cf. les actes du colloque « *Afghanistan, 10 ans de conflit* » organisé à l'IRIS en septembre 2011.

<sup>16</sup> Cf. *Iraq Body Count*,: <http://www.iraqbodycount.org/>

<sup>17</sup> La seule chose en Irak qui soit exportée, tout le reste de l'économie dépendant des importations.

<sup>18</sup> Dans l'interview accordée à l'Express déjà mentionnée, Pierre-Jean Luizard mentionne à propos de la présence d'al-Qaïda en Irak que « le groupe al Qaïda est très largement virtuel dans le pays. Il s'agit en fait d'un label derrière lequel s'abritent différents groupes djihadistes, eux-mêmes divisés. Ils n'ont aucune velléité de prendre le pouvoir, mais ils gardent une capacité de nuisance importante, ce qui ne fera qu'augmenter le

Les Afghans et les Irakiens que j'ai la chance de connaître font partie de ce qu'on pourrait appeler l'« élite » à la fois sociale et intellectuelle (médecins, professeurs, etc.) dans leur pays. Certains ont pu partir pour continuer à vivre ailleurs et, si possible, déceint. D'autres s'apprentent à faire de même. Mais la plupart d'entre eux, aussi, font toujours et inlassablement l'effort de retourner dans leur pays. Parce que beaucoup de leurs proches (familles, amis) n'ont pas eu d'autre choix que de rester, et parce qu'ils entendent bien participer, d'une manière ou d'une autre, à cette « reconstruction ».

En guise de conclusion/prolongement, et afin de donner quelques éléments de réponse et de réflexion plus approfondis sur cette question, voici le témoignage de Michel Goya, colonel des forces militaires françaises connaissant particulièrement bien le sujet et qui a accepté de faire part de son analyse. Qu'il en soit ici particulièrement remercié. (N.B. Par souci de rendre intelligibles certains éléments du texte ci-dessous, les notes de bas de page ont été rajoutées par l'auteur de l'article)

### **Colonel Michel Goya<sup>19</sup> :**

« Si les conflits afghan et irakien ont débuté selon un schéma clausewitzien de duel entre forces armées, leur objectif était politique, et visait non pas la soumission des régimes adverses, mais leur destruction suivie d'une transformation de leur société.

Dans les deux cas, ce projet s'est avéré plus difficile à réaliser que prévu : l'action militaire initiale, en se concentrant sur la destruction au moindre coût des forces adverses organisées, n'a pas été décisive, entraînant des effets pervers.

- En Afghanistan comme en Irak, les principaux leaders politiques (le mollah Omar mais aussi Oussama Ben Laden, Saddam Hussein) ont survécu à la destruction de leur outil militaire, et su incarner un front de résistance à l'occupant.

- Dans le cas afghan, ces leaders et leur noyau de fidèles ont pu se réfugier dans un sanctuaire, avec l'aide du Pakistan, où ils ont pu reconstituer un nouvel appareil politico-militaire mieux adapté à la lutte contre la coalition.

- Dans le cas afghan toujours, l'alliance avec les seigneurs de la guerre a réintroduit des acteurs qui par la suite ont détourné à leur profit le processus politico-économique.

- Ces résultats prévisibles, sont en grande partie le résultat de la dissociation entre les objectifs des départements américains d'État et de la Défense, autrement dit, entre des impératifs diplomatiques et des exigences de politique intérieure (obtenir une victoire militaire rapide au moindre coût humain).

Malgré ces erreurs, l'action de la coalition a bénéficié initialement, dans les deux cas, d'un sentiment favorable de la majorité des populations locales satisfaites de la disparition des régimes autoritaires.

Cet avantage a été perdu du fait de plusieurs erreurs :

#### Politiquement

- Des recompositions politico-économiques d'une telle ampleur engendrent des situations de « gagnants – perdants ». Des mesures intransigeantes comme le refus de négocier avec les Talibans vaincus, la dissolution des forces de sécurité irakienne, la « débaassification »<sup>20</sup>, ont accentué encore cette fracture. La mise en place de Constitutions d'inspiration occidentale avec des systèmes de pouvoirs et contre-pouvoirs a ensuite abouti localement à des paralysies (il faut six mois pour

---

*délitement politique du pays.* » L'ouvrage de Jean-Pierre Filiu, *La véritable histoire d'Al Qaïda* (nouvelle édition parue en 2010 chez Pluriel), est très éclairant à propos de la tentative (ratée, après la mort d'Abou Moussab al-Zarqaoui) d'implantation d'Al-Qaïda en territoire irakien.

<sup>19</sup>« Ancien sous-officier, colonel dans les Troupes de marine. Actuellement directeur d'études à l'IRSEM (Institut de recherches stratégiques de l'École militaire), après avoir été historien auprès du chef d'état-major des armées et analyste sur les conflits au Moyen-Orient au Centre de doctrine d'emploi des forces. Breveté de l'École de guerre. Docteur en Histoire. Enseignant à l'École de guerre et l'École pratique des hautes études. » Présentation extraite du blog de Michel Goya, « La voie de l'épée » (<http://lavoiedelepee.blogspot.fr/>)

<sup>20</sup> Le terme « débaassification » vient de « Baas » (ou « Baa'th ») en référence au nom du parti politique (laïque et nationaliste) créé dans les années 1960 en Syrie et en Irak.

constituer un gouvernement irakien après chaque élection législative, le président Karzaï est obligé de négocier en permanence avec les hommes forts de l'Assemblée), ou à des confiscations (comme celle pratiquée en 2005 par les partis chiites irakiens, forcément majoritaires, ou dans une moindre mesure par les Tadjiks à Kaboul).

- Tandis que les perdants du processus voient tout de suite ce qu'ils perdent, les gagnants doivent attendre longtemps les gains politiques et économiques de la nouvelle situation. Dans des contextes culturels où – surtout en Afghanistan – le recours à la violence est à la fois facilité par l'abondance des armes et reconnu comme légitime, le ressentiment face à cette situation se traduit alors par la sortie du politique et le recours à la violence.

- Dans des cultures hostiles à la présence politique et militaire étrangère, cette opposition des perdants s'exprime sur le mode d'une opposition à l'occupation. Contrairement aux conflits de décolonisation, ces mouvements de rébellion sont donc largement réactionnaires et conservateurs. Ils n'ont pas besoin de programme politique mobilisateur précis : le refus de la présence étrangère fournit un programme de base.

- Dans ce contexte, au regard d'une partie de la population, les nouveaux États et leurs instruments régaliens sont forcément marqués du sceau de l'étranger et donc stigmatisés comme illégitimes.

### Militairement

- Le modèle d'une armée professionnelle réduite mais à fort coefficient technique, parfaitement adapté à la lutte contre des armées conventionnelles s'est retrouvé initialement en inadéquation avec les besoins de la lutte contre des organisations armées non-étatiques à forte furtivité terrestre, et liées aux populations civiles.

- Les guérillas qui sont apparues sur la frontière afghano-pakistanaise et dans les provinces sunnites irakiennes ont été analysées non comme des phénomènes nouveaux, générés par la présence même de forces étrangères, mais comme des phénomènes finissants. Elles ont de ce fait été sous-estimées.

- Les premières actions militaires ont consisté à décliner en actions de contre-guérilla la vocation anti-forces des unités américaines. Cet « anti-terrorisme » fondé sur la capture et l'élimination d'individus dans les délais les plus brefs, s'est traduite par des fautes de comportement (bavures, humiliations, sévices) qui donnèrent autant d'arguments aux recruteurs des mouvements de rébellion. Même si ces comportements ont considérablement évolué par la suite, l'image des forces occupantes en a pâti durablement.

- Les forces alliées de la coalition, longtemps cantonnées dans des secteurs plus « faciles » (Kaboul, Nord et Ouest afghan, Sud irakien) ont pour la plupart nié la notion d'ennemi, restant sur un schéma de stabilisation issu des crises balkaniques. En refusant ainsi le combat, en particulier dans le cas irakien, elles ont laissé s'implanter des organisations qui ont fini par contrôler la population autour d'elles.

- Les Américains et leurs alliés, influencés par leurs passés militaires respectifs (Vietnam, guerres de décolonisation), mis en confiance par les victoires initiales et croyant en la « justesse » de leur action, ont repoussé longtemps un engagement dans la contre-insurrection. Le retard considérable pris dans la (re)constitution des forces de sécurité locales aurait de toute manière largement entravé la mise en œuvre d'une telle démarche.

- Finalement, la mise en œuvre de démarches de contre-insurrection « populo-centrée » ambitieuses sur les deux théâtres s'est accompagnée d'une conceptualisation de nouveaux « outils » et procédures (équipes de reconstruction provinciales, équipes de terrain humain, nouvelle conception de la coordination des efforts civilo-militaires). Ces démarches ont, à de rares exceptions près (reprise du contrôle de Bagdad en 2007), été entravées par le manque d'effectifs, le manque de permanence sur le terrain et la confusion introduite par la multitude des intervenants aux approches, objectifs et intérêts très différents (alliés, sociétés militaires privées, milices locales).

## Économiquement

- Le projet politique s'est doublé de projets économiques de reconstitution, dans le cas irakien, et de développement, dans le cas afghan (le revenu moyen afghan représente 10 % de l'irakien). Les coûts de ces projets ont été sous-estimés.
- Ce soutien économique a été lent à se mettre en place (préférence pour les grands projets centralisés, inertie des processus internationaux, nécessité, notamment en Irak, de donner une priorité aux sociétés américaines...), et freiné par l'action de la guérilla.
- Il est resté souvent mal organisé, avec un personnel insuffisant nombreux et compétent, déléguant l'action à des organisations non-gouvernementales ou des sociétés privées aux méthodes et intérêts multiples et divergents.
- L'octroi d'un soutien social et économique a accentué la fracture entre gagnants et perdants, plutôt que d'entraîner l'adhésion aux projets de transformation.
- L'injection massive de financements dans ces deux pays a été captée par la corruption, en particulier au sein de l'administration, ce qui a entamé la légitimité de celle-ci et a accentué par contraste l'attrait des Talibans dont un des principaux avantages comparatifs est de tenir davantage leurs engagements vis-à-vis de la population. L'Irak et l'Afghanistan sont classés parmi les pays les plus corrompus au monde.
- Par divers processus une partie de cette aide contribue également à financer les mouvements rebelles.
- La manne financière de l'opium afghan aggrave les déviances de corruption déjà nourries par l'aide économique. Le pétrole irakien, ressource principale du pays, renforce également le problème de la redistribution (opposition des Kurdes et des sunnites pour Kirkouk, autonomie de Bassorah dominée par le parti Fadilah).

En Irak comme en Afghanistan, l'équilibre de la situation dépend des relations au sein d'un triangle politique, économie et sécurité. Au sein de ce triangle instable, dont les pôles évoluent à des rythmes différents et génèrent des dynamiques parfois contradictoires, des surprises peuvent émerger. La recherche du maintien d'un équilibre a nécessité des efforts considérables dans chacun de ces pôles pour tenter de neutraliser les déséquilibres engendrés par les autres.

- Par exemple, en Irak, la conjugaison de la démocratisation naissante, des déséquilibres économiques et de la superficialité du nouvel appareil sécuritaire irakien et des contingents alliés, ont facilité le développement de l'armée du Mahdi dans les milieux les plus pauvres de la population chiite. Lorsque l'armée du Mahdi s'est attaquée aux contingents alliés en avril 2004, ceux-ci ont presque tous été surpris.
- Les mouvements rebelles irakiens et afghans sont particulièrement résistants face aux forces de la coalition, du fait d'une motivation extrême, de ressources humaines presque inépuisables, d'un armement et de fonds limités mais suffisants.
- La surprise devient la norme de ces conflits. Elle est généralement négative (résistance de Falloujah, révolte mahdiste, résistance dans le grand Kandahar en 2006, etc.) et impose des efforts militaires considérables.
- Cet effort militaire, généralement formulé selon la grammaire de la culture militaire américaine, s'avère très coûteux humainement et financièrement. La conjonction des deux conflits en Irak et en Afghanistan finit par coûter annuellement aux alentours de 200 milliards d'euros au budget public américain.
- Le succès du sursaut (« *surge* »)<sup>21</sup> irakien en 2007 est la seule bonne surprise des deux conflits. Il est avant tout le résultat du sentiment d'isolement des organisations nationalistes sunnites, vis-à-vis du pouvoir chiite, du Kurdistan et des organisations jihadistes. Le changement d'alliance,

---

<sup>21</sup> La notion stratégique de « *surge* » consiste en un apport supplémentaire au sol du nombre de troupes. Voir à ce propos le passionnant article de Michel Goya intitulé « *Le dégagement de Gulliver ? La stratégie américaine de sortie du conflit irakien* » paru dans l'excellente revue *Afrique du Nord – Moyen-Orient. Entre recompositions et stagnation* (pages 89 à 104, édition 2010-2011, *La documentation française*, collection *Mondes Emergents*)

baptisé « mouvement du réveil »<sup>22</sup>, introduit un cercle vertueux et permet de faire disparaître l'ennemi principal de la coalition et de renforcer les forces américaines face aux mahdistes puis aux jihadistes.

- Étant davantage le résultat d'une évolution politique locale que de l'application de nouvelles méthodes, le succès du *surge* ne s'est pas reproduit à l'identique en Afghanistan, malgré la transposition de cette démarche.

En Irak, les gagnants économiques et politiques sont désormais nombreux et l'État irakien dispose de forces de sécurité conséquentes qui lui ont permis de rétablir au moins partiellement son autorité sur Bassorah ou Mossoul<sup>23</sup>. Le départ des Américains a réduit la motivation nationaliste. Pour autant les grands problèmes du pays restent en suspens (sort de Kirkouk, répartition des bénéfices du pétrole, place des sunnites dans le jeu politique, autonomisme des provinces du Sud en particulier Bassorah, autonomie des forces de sécurité, etc.)<sup>24</sup>. Le retrait de l'Afghanistan pourrait donner à voir un scénario similaire. Au final, le rêve d'un « domino » démocratique irakien créé par le « *regime change* »<sup>25</sup> imposé de l'extérieur s'est montré illusoire, tandis que quelques mois plus tard le « *regime change* » d'initiative populaire a fonctionné en Tunisie et en Égypte.

### Conclusions :

Le projet de transformation des sociétés n'est concevable qu'avec une forte adhésion initiale de la part de la population et la mise en œuvre rapide de moyens civils et militaires importants en association avec des structures sociales et politiques locales légitimes et donc respectées aussi par l'occupant.

Si la « paix-éclair » n'est pas réalisée, les ressources nécessaires pour obtenir la normalisation d'États ou régions d'une dimension supérieure aux petits pays balkaniques ou africains dépassent, et dépasseront de plus en plus, les moyens des pays occidentaux, y compris désormais des États-Unis dont on imagine mal qu'ils se lanceront avant longtemps à nouveau dans une telle aventure.

Pour la France, la question se pose des gains diplomatiques et sécuritaires de telles opérations menées sous la direction des États-Unis au regard des coûts humains et financiers qu'ils ont engendrés.

D'un point de vue militaire, la question se pose aussi de l'efficacité de telles coalitions hétéroclites dominées par un acteur traditionnellement peu à l'aise dans la lutte contre des organisations armées non étatiques ou hybrides et qui restent des adversaires probables et toujours difficiles. La tentation est forte pour les États-Unis d'employer la force armée de manière beaucoup plus indirecte. Il ne faudrait pas, en continuant de suivre l'acteur militaire dominant (et principal fournisseur de moyens) par un effet de balancier abandonner l'expérience et les compétences chèrement acquises dans la guerre au milieu des populations au profit d'une approche séduisante mais qui n'est pour autant pas dépourvue de faiblesses.

La fin annoncée des guerres de transformation impose une profonde réflexion sur l'emploi des forces. »

Jérôme DIAZ\*

<sup>22</sup> Le mouvement du « réveil » se traduit en arabe par « *sahwa* ». Pour plus d'informations, cf. *La véritable histoire d'Al-Qaida* de Jean-Pierre Filiu, en particulier les pages 178 à 184 et 205 à 209.

<sup>23</sup> Les villes de Mossoul et Bassorah sont situées respectivement au nord (à relative proximité de la frontière Kurde) et au sud est de l'Irak. Bassorah, essentiellement Sunnite, est aussi la deuxième ville du pays en terme de ressources pétrolières. Cf. carte géographique de l'Irak : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/irak/>

<sup>24</sup> Pour un développement de ces questions, voir le site de l'émission *Géopolitique* sur RFI (Radio France Internationale) consacrée à la situation en Irak après le départ des troupes américaines : <http://www.rfi.fr/emission/20120129-1-irak>

<sup>25</sup> L'expression anglo-saxonne « *regime change* » signifie « changement de régime [politique] ».

\* Journaliste indépendant, Membre de l'association de reporter-photographes Explorer Humanity et du Cercle des Chercheurs sur le Moyen-Orient (C.C.M.O, Administrateur), Etudiant en Master 2 (Recherche) Sécurité Internationale et Défense (UPMF-Grenoble 2), collaborateur de médias (*Bakchich Info*, *Le Monde Diplomatique*), O.N.G et Instituts de recherche. En préparation d'un Mémoire de recherche sur l'évolution de la politique étrangère des États-Unis vis-à-vis du Pakistan depuis 2001. Etudie principalement les conflits israélo-palestinien, irakien et afghan, ainsi que les questions liées à la criminalité organisée transnationale (blanchiment d'argent, grande délinquance financière, trafics, etc.).